

Rapport du directeur de *L'Actualité économique* à l'École des Hautes Études Commerciales, à la Société canadienne de science économique et à l'Association des économistes québécois pour l'année 1989-1990

Pierre Fortin

Volume 66, numéro 3, septembre 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/601542ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/601542ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Fortin, P. (1990). Rapport du directeur de *L'Actualité économique* à l'École des Hautes Études Commerciales, à la Société canadienne de science économique et à l'Association des économistes québécois pour l'année 1989-1990. *L'Actualité économique*, 66(3), 368-370. <https://doi.org/10.7202/601542ar>

*Rapport du directeur de L'Actualité économique
à l'École des Hautes Études Commerciales, à la Société
canadienne de science économique et à l'Association
des économistes québécois pour l'année 1989-90*

1. COMITÉ DE RÉDACTION

À la suite du départ de C. Fluet (UQAM) comme directeur et membre du comité de rédaction de la Revue le 1er juin 1989, l'École des HEC, la SCSE et l'ASDEQ ont confié un mandat de direction de 3 ans à P. Fortin (UQAM) à partir de cette date. B. Decaluwe (U. Laval) a remplacé C. Fluet au sein du comité pendant une brève période à l'été et à l'automne 1989, mais il a finalement dû quitter pour raisons de santé. Il a été remplacé par D. Bolduc (U. Laval). R. Dupré (HEC) quitte le comité de rédaction le 1er juin 1990 après avoir servi la Revue pendant 3 ans. Elle sera bientôt remplacée par un autre professeur de l'École des HEC. Le comité de rédaction remercie les collègues Decaluwe et Dupré de leur solide contribution à la Revue.

2. RATTRAPAGE DU RETARD DE PUBLICATION

Pendant l'année 1989-90, le retard de publication de la Revue est passé de 7 mois à 3 mois. La rédaction compte compléter le rattrapage au cours de l'année 1990-91.

3. CONVENTION HEC-SCSE-ASDEQ

La convention entre l'École des Hautes Études Commerciales, la Société canadienne de science économique et l'Association des économistes québécois au sujet de la Revue a été signée par les trois parties en 1989 et a été publiée dans le numéro de juin 1989. Les membres de l'ASDEQ sont maintenant abonnés à la Revue, ce qui constitue une importante addition au nombre des lecteurs et engage la Revue à répondre de manière adéquate aux besoins propres de cette nouvelle clientèle, à l'intérieur des paramètres stipulés par la convention.

4. FINANCES

La Revue est présentement déficitaire. En l'absence des états financiers définitifs pour 1989-90, qui ne sont pas encore disponibles, on peut résumer la situation financière comme suit. La Revue bénéficie de l'aide financière de la Fondation Mercure de l'École des HEC (15 000\$), du Fonds FCAR (20 000\$), du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (15 000\$) et de l'UQAM (4 000\$). A 20\$ chacun en moyenne (un peu moins pour les étudiants, un peu plus pour les institutions), les 1000 abonnements (environ) des membres de la SCSE, de l'ASDEQ

et des institutions apportent de leur côté quelque 20 000\$. Les recettes annuelles sont donc présentement d'environ 74 000\$. Par contre, les dépenses annuelles se chiffrent à environ 88 000\$. Elles se composent des coûts de secrétariat (25 000\$), de composition (40 000\$), d'impression (20 000\$) et autres (3 000\$). Le déficit annuel atteint donc les 14 000\$.

Sans engager les partenaires de la Revue, je suis d'avis qu'un plan de redressement financier est impératif. Sur le plan des revenus, nous obtenons le maximum possible du Fonds FCAR et du CRSH, compte tenu des bonnes évaluations externes dont nous faisons l'objet. Les établissements universitaires (Ecole des HEC et UQAM) ont également droit à notre vive reconnaissance pour les octrois très généreux déjà consentis. L'effort considérable de la Fondation Mercure, en particulier, est remarquable. Mais il n'est pas éternel. Le tarif annuel moyen d'abonnement doit donc, à mon sens, être immédiatement augmenté, par exemple de 20 à 30\$, ce qui porterait les cotisations annuelles à la SCSE à 40\$ et à l'ASDEQ à 80\$. Je note au passage que le tarif n'a pas été haussé depuis 1982 et que le montant suggéré de 30\$ serait encore inférieur au tarif moyen des revues scientifiques publiées au Canada.

Sur le plan des dépenses, la Revue cherche actuellement à réduire ses coûts de composition et d'impression. Par l'intermédiaire du Service de l'audio-visuel de l'École des HEC, elle a lancé un appel d'offres qui sera complété à l'automne 1990. Elle examine aussi la possibilité d'économiser en coût de secrétariat. Elle fait enfin appel aux conseils de revues comparables qui connaissent un certain succès en matière de contrôle de coûts.

Idéalement, l'opération d'assainissement financier doit permettre de dégager environ 25 000\$ par année afin de supprimer le déficit annuel et de soulager la Fondation Mercure de la majeure partie de sa subvention de dépannage.

5. SOMMAIRE DES OPÉRATIONS

Le tableau qui suit résume les opérations consolidées de la Revue au cours des deux années 1988-89 et 1989-90.

Ensemble des manuscrits reçus	85
dont:	
• invités	25
• soumis	60
dont:	
• rejetés	21
• acceptés	20
• en révision	10
• en évaluation	9

Si on projette un taux d'acceptation de 80 pour cent pour les manuscrits en cours de révision, le taux d'acceptation des manuscrits soumis aura été d'environ 55 pour cent (28 sur 51). Il s'agit d'un taux élevé par comparaison aux 10 et aux 20 pour cent

observés pour les grandes revues internationales. Cela découle de l'exiguïté du marché local. Il est essentiel de poursuivre les efforts d'attraction de manuscrits provenant de l'extérieur du Canada français. Parmi les 85 manuscrits invités et soumis depuis 2 ans, 4 et 5 proviennent de l'extérieur du Canada français, respectivement. C'est trop peu. Le Conseil scientifique international que C. Bronsard est à mettre sur pied apportera sans doute une aide précieuse à cet égard. Il faut aussi compter sur les activités scientifiques internationales annuelles de langue française (telles les Journées de microéconomie appliquée) comme bassins de textes intéressants. Il faut enfin profiter de la préparation de numéros spéciaux pour rejoindre des chercheurs étrangers de grande valeur qui pourront à cette occasion nouer des liens durables avec la Revue.

Les champs privilégiés parmi les 60 manuscrits librement soumis se répartissent comme suit:

Microéconomie	14
Macroéconomie	11
Finance	12
Ressources humaines	10
Finances publiques	6
Commerce international	3
Autres champs	4

Il est intéressant de noter le nombre important de manuscrits dans le champ de la finance, surtout en provenance des écoles de sciences administratives. Il faudra continuer d'être attentif aux besoins de cette clientèle.

Les textes d'intérêt général, notamment les textes de synthèse et ceux qui touchent l'actualité, les institutions et les politiques économiques, sont plus nombreux depuis un an. Je suis confiant qu'ils aient commencé à rejoindre et à intéresser la clientèle élargie de la Revue. J'attends impatiemment les réactions des milieux intéressés.

6. CONCLUSION

La Revue est à une croisée de chemins. Ou bien elle deviendra une revue scientifique de classe internationale basée au Canada français, ou bien elle fera une excellente revue locale vouée aux synthèses ou aux transferts technologiques. Dans le premier cas, l'évolution me paraît indissociablement liée à la vitalité du Canada français, et tout particulièrement de Montréal, comme pôle d'attraction scientifique international. La question de l'unilinguisme français de la Revue devra également être carrément posée et tranchée. Enfin, je désire rappeler avec insistance que la Revue ne pourra progresser sans la contribution solide et régulière des meilleurs chercheurs et analystes d'ici.

Pierre FORTIN

Directeur de L'Actualité économique